tant de témoignages d'une protection singulière & distinguée, je n'aurois pu, en répondant à vos remontrances, que vous renouveler les mêmes assurances de bon-sé. Je vois en effet, par le compte que je me suis fait rendre en mon Conseil, que je les avois prévues; & il ne devoit plus être question que de prendre une délibération précise sur la demande faite par mon ordre à votre assemblée. Je ne m'attendois pas, que le Clergé de l'Eglise Gallicane & le Défenseur de l'Autorité Souveraine & indépendante du Roi sur le temporel semblât vouloir en affranchir ses possessions, comme si l'obligation où je suis de veiller à la conservation de ses biens ne faisoit pas naître celle de contribuer aux besoins de l'Etat dont il fait partie. C'est donc à regret que je me verrai forcé d'avoir recours à des moyens d'autorité, qui, en maintenant les maximes de mon Royaume, n'auront pour objet que le bien du Clergé, si vous persistez à ne pas prendre une délibération sur la demande faite par mon ordre à votre assemblée, & que je dois attendre de votre respect, de voire reconnoissance & de votre attention pour les intérêts du Clergé. Sur ce, je prie Dieu, &c.

Signé, LOUIS.

Comme l'assemblée a pris d'abord cette Lettre en considération, elle a fait le même jour l'arrêté suivant.

Arrêté de l'Assemblée générale du Clergé de France du 15. Septembre 1750.

L'Assemblée a unanimement arrêté de témoigner au Roi sa reconnoissance de la manière dont Sa Majesté veut bien s'expliquer au sujet du vingtième, dans sa Lettre du jour d'hier. L'assemblée a
encore